XIXe ANNEE — N° 6 450 — SAMEDI 6 JUIN 1908

LA CROIX

5 CENTIMES — 34, Grande-Rue 34, — DE ROUBAIX-TOURCOING — 25, Rue des Ursulines — 5 CENTIMES

BUREAUX — LILLE, 15, RUE D'ANGLETERRE, 15, LILLE. — TÉLÉPHONE : 672 — (POUR PARIS : 5, rue Bayard, 5)

ADVENIAT REGNUM TUUM

Dieu protège la France !

La Journée

La Chambre a fixé à jeudi la discussion des interpellations sur les incidents sanglants de Draveil-Vigneux

*

Le Sénat a siégé ce soir.

*

Les commentaires de la presse sont consacrés aujourd'hui au grave incident qui a suivi la panthéonisation de Zola.

Les journaux indépendants regrettent que le gouvernement y ait préparé les voies par l'outrage national que constituait cette cérémonie et par le défi à l'armée qu'elle comportait.

*

Les obsèques de la première victime de la grève de Draveil-Vigneux ont donné lieu à des manifestations tumultueuses. Le sous-préfet de Corbeil a été attaqué et le capitaine de gendarmerie blessé.

*

Le mystère de la rue de Vaugirard devient de plus en plus étrange. Mme Steinheil charge son mari de graves accusations qui laissent l'opinion sceptique.

ÉTRANGER. — A la Chambre des Communes, sir Edouard Grey a fait d'importantes déclarations sur le caractère de l'entrevue de Revel.

— Le bruit court que le shah de Perse a quitté Téhéran pour se retirer à l'étranger.

— A la Chambre italienne, M. Tittoni a fait entendre d'intéressantes paroles relativement au protectorat des catholiques d'Orient.

— Des déclarations sensationnelles ont été faites dans le procès relativement à l'attentat contre le prince de Monténégro. Le journaliste Nastich a accusé le roi de Serbie et son fils d'être complices dans cette affaire.

ROME

De notre correspondant particulier, par téléphone :

La politique intérieure en France

La *Corrispondenza Romana* publie une appréciation fort intéressante de la politique intérieure de la France. « La période actuelle, dit la *Corrispondenza*, pourrait s'appeler une période de conservation sociale. Les bourgeois radicaux ont réussi à refouler l'extrême-gauche avec un programme d'ordre et de respect de la propriété; pour compléter leur victoire, les radicaux empruntent aux collectivistes quelques points de leur programme.

» Les catholiques, ajoute la *Corrispondenza*, doivent prendre garde à cette situation. Tout en restant attachés aux principes d'ordre et de propriété, il ne faut pas qu'ils apparaissent comme les défenseurs du régime financier actuel. Ils doivent faire une campagne de réformes démocratiques assez suivie pour que le peuple s'en aperçoive. Surtout l'anticollectivisme provisoire du ministère Clemenceau ne doit pas faire oublier son anticléricalisme, qui est permanent. Les faits prouvent qu'il s'accentue même. C'est sur le dos des catholiques, non moins que des socialistes unifiés, que le parti radical veut asseoir sa domination. Les catholiques se tromperaient en concluant d'une réaction économique à un apaisement religieux. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, leur courage, leur générosité, leur organisation et leur discipline. Tout le reste est illusoire. »

Les nouveaux sénateurs italiens

La liste des nouveaux sénateurs nommés par le roi a été publiée hier. Ils sont 34. Il y a 6 professeurs de médecine, de droit et de philosophie, 11 fonctionnaires de l'Etat, 4 officiers de terre et de mer, neuf doivent leur nomination à leur fortune. Il y a 6 anciens députés. Le plus fameux est Engel, premier grand-maître adjoint de la Franc-Maçonnerie. Cet Engel fut blackboulé aux élections de 1905 par le député catholique Cameroni, dans sa circonscription de Trevillo, au pays de Bergame. C'est même pour l'empêcher de passer que le Saint-Siège permit pour la première fois aux catholiques de prendre part aux élections législatives.

Il y a deux ans, un décret royal l'avait déjà nommé sénateur, mais le Sénat refusa de l'admettre parce que, Suisse d'origine, il n'avait pas encore le séjour légalement nécessaire pour être naturalisé.

M. Giolitti revient aujourd'hui à la charge, dans l'espoir que ce représentant officiel de la Maçonnerie serait accepté.

Deux brochures illustrées

AVANT ET APRÈS

LA PREMIERE COMMUNION

Avant, formant retraite préparatoire 0 fr. 05, port 0 fr. 05.

Après, belle couverture illustrée, souvenir excellent avec résolution 0 fr. 20, port 0 fr. 05.

Ces deux brochures à distribuer jouissent des remises ordinaires.

La Confirmation, un fascicule des *Causeries*, le cent 0 fr. 50, port 0 fr. 25 (pas de remise).

A. RUE BAYARD, PARIS, VIIIe

Le prélude de Revel

Le débat qui a eu lieu, hier, à la Chambre des communes de Londres, est intéressant au plus haut point.

Les socialistes qui l'ont provoqué ont rendu, sans le vouloir, plusieurs services à la foi.

D'abord, ils ont édifié l'Europe sur leurs sentiments, et prouvé, par leurs violences de langage, que l'humanitarisme domine chez eux, comme chez M. Jaurès et ses amis, le patriotisme, s'il ne le détruit pas. Ensuite, ils ont fourni au Parlement anglais, où ils ne sont qu'une infime minorité, l'occasion de montrer combien, dans les occasions graves, il a — au contraire du nôtre, hélas ! — le respect de soi-même et le souci d'une tenue digne. Enfin, ils ont amené sir Edouard Grey, ministre des Affaires étrangères, à faire d'importantes déclarations, que la presse de tous les pays ne va pas manquer de souligner.

On sait que le roi Edouard VII est sur le point de se rencontrer, dans les eaux du port de Revel, avec le tsar Nicolas II.

Cette entrevue, nul n'en peut douter, est de la plus haute gravité. Elle complétera et consacrera le système nouveau d'alliances qui modifie entièrement la signature politique de l'Europe. Les relations des nations ont tellement changé, que, si certains hommes d'Etat morts depuis vingt ans, Bismarck en tête, revenaient sur terre, ils ne s'y reconnaîtraient pas et chercheraient en vain les traces de leur œuvre, désormais détruite.

L'une des principales modifications intervenues depuis quelque temps sur l'échiquier européen est assurément celle des rapports de la Russie et de l'Angleterre. Elle doit avoir les plus sérieuses conséquences pour chacun de ces deux Etats et pour les autres grands pays : la France d'abord ; puis, pour des raisons contraires, l'Allemagne et l'Autriche, enfin, les pays du Nord et les pays de second ordre.

La question d'Orient peut prendre une nouvelle face, ou même, peut-être, trouver enfin une solution durable, sinon définitive, lorsque la nouvelle triple alliance franco-anglo-russe, que la diplomatie regarde comme imminente, aura été publiquement ou tacitement conclue.

Les socialistes anglais veulent ignorer tout cela. Ils haïssent le tsar, et la haine chez tous les socialistes qui parlent toujours d'amour universel est la limite de l'horizon politique. Mécontents d'une première réponse que leur avait faite, il y a quelques jours, le premier ministre anglais, ils sont revenus hier à la charge par un chemin détourné. L'un d'eux, M. Wade, a demandé à sir Edward Grey si, vu le nombre des condamnés politiques jugés et exécutés à Revel et vu l'état des troubles en Russie, il ne serait pas préférable de choisir une autre ville pour la rencontre des deux souverains. Un libéral, M. Davies, osa appuyer cette opinion en invoquant la nécessité de ne pas affaiblir l'influence de l'Angleterre en Russie !

Ces paroles déchaînèrent un beau tapage. Une réponse catégorique de sir Edward Grey semblait avoir mis fin aux incidents sur ce sujet quand ils se renouvelèrent à propos du vote des crédits.

Le gouvernement demandait que l'on votât un crédit de 1 250 000 francs au budget des Affaires étrangères. Le député ouvrier O'Grady intervint et demanda que le chiffre indiqué fût réduit de 5 000 francs, à titre d'indication. Il ajouta, par mesure de précaution, au nom du parti ouvrier qu'il représente, qu'il ne désirait nullement porter atteinte à l'honneur du roi. Nul ne permet en Angleterre qu'on doute de son loyalisme envers le roi.

M. Mac Neil, député nationaliste irlandais, parla dans le même sens. Il dit que, puisque M. Stolypine accompagnait le tsar, le roi devait être accompagné d'un ministre.

Le tumulte recommença.

Sir Herbert, au nom des libéraux, donna une leçon à M. Davies, et fit entendre une vive protestation contre le parti ouvrier. « Les députés ouvriers, dit-il, ont choisi une étrange manière de prouver leur sympathie. Le peuple russe verra dans leurs paroles percer le désir de boycotter la Russie. Il est impossible à un empire comme le nôtre d'ignorer l'existence d'un empire comme celui de la Russie, et ce serait une insulte au peuple russe d'ajourner la visite du roi. »

D'autres libéraux appuyèrent ces paroles auxquelles tout le parti applaudit, estimant « que le devoir de tout Anglais est de faire tout son possible pour assurer la prospérité de son pays ».

Les socialistes ne se tinrent pas pour battus. Sir Edward Grey ayant déclaré de nouveau qu'il ne voyait rien qui pût empêcher la rencontre des deux souverains au large de Revel, le député Wade insista.

« Comment notre roi, s'écria-t-il, avec les sentiments humanitaires qui l'animent, veut-il solliciter de se rencontrer avec le chef d'un Etat comme la Russie ? »

Et le député socialiste s'éleva en protestations véhémentes contre la rencontre d'un roi d'un Etat libre avec le tsar, et affirma que si cette rencontre gardait un caractère officiel, ce serait une honte pour la nation anglaise.

Sir Edward Grey répliqua alors dans des termes que l'Europe retiendra.

Après avoir regretté que le ton du débat rendît sa tâche difficile, il rappela que le roi avait décidé l'entrevue sur l'avis de ses ministres et que ceux-ci étaient responsables :

L'Angleterre, ajouta-t-il, peut être tranquille : aucune affaire d'Etat ne s'est traitée en dehors de la responsabilité ministérielle.

Sir Charles Hardinge accompagnera le roi comme le ferait un ambassadeur et, s'il prend part à la moindre discussion diplomatique, il n'agira que sur des instructions du Foreign Office.

On a demandé si une importante politique doit être attachée à la visite. La réponse à cette question, la voici :

Il n'y a aucune négociation en cours à l'heure actuelle pour de nouveaux traités ou conventions; aucune ne sera commencée durant la visite. *Le gouvernement, néanmoins, attend de cette entrevue un effet politique considérable, qui se traduira par une amélioration sensible des relations entre les deux pays.*

Déclarer, comme le demandent les auteurs de l'interpellation, que la Grande-Bretagne ne reconnaîtra pas le gouvernement russe tant qu'elle ne sera pas satisfaite de l'état des affaires en Russie, serait une politique entraînant des conséquences désastreuses. Le gouvernement désire poursuivre une politique de paix et on demande à la Chambre aujourd'hui de choisir entre cette politique et une autre, qui conduirait tôt ou tard à la guerre.

Le roi a visité d'autres pays, et le moment est venu où une visite au tsar ne pouvait être ajournée sans manquer à la courtoisie la plus élémentaire.

Après ces importantes paroles, sir Edward Grey entama crânement l'éloge de la Russie. Il justifia d'un mot discret l'attitude du tsar et les condamnations contre les révolutionnaires des deux premières Doumas, demanda qui oserait entraver les progrès politiques actuels de la Russie et conclut en priant les membres de l'assemblée de ne pas oublier que, dans une grande mesure, la paix du monde dépend de l'existence de bonnes relations entre l'Angleterre et la Russie.

M. Balfour, chef de l'opposition, déclara se rallier « chaleureusement » au discours du ministre.

M. Keir Hardie, ancien chef du Labour Party, eût beau injurier le tsar et son gouvernement, la cause des socialistes était perdue. L'insulteur dut retirer ses paroles pour ne pas être expulsé, et aucun autre orateur internationaliste ne put plus se faire entendre.

La motion d'opposition au voyage royal fut repoussée par 225 voix contre 59.

Ce débat et le vote qui l'a terminé constituent, pour l'entrevue de Revel, un magnifique prélude que les socialistes n'entendaient certainement pas lui donner.

J-J. C.

Gazette

Eloquence zolatrique !

M. Doumergue a dit hier dans son discours au Panthéon :

« ... Et voici que tout à coup Zola, ce solitaire et ce timide, abandonne sa tour d'ivoire... »

Tour d'ivoire quand il s'agit de Zola ! C'est « water-closet » qu'il fallait dire !

Au séminaire

Un soldat valeureux, qui fut un des officiers supérieurs les plus distingués de notre armée, le colonel de Courson de La Villeneuve, est entré, il y a quelques jours, au séminaire français de Rome.

Le colonel de La Villeneuve était en retraite depuis trois ans.

L'année dernière, il eut la douleur de perdre sa femme.

Le général qu'importe

Le général qu'importe (No Importa), c'est ainsi — assure-t-on— que l'on appelle en Espagne l'esprit de bravoure qui a caractérisé la défense du territoire espagnol contre l'invasion des armées napoléoniennes en 1808.

A ce *général*, qui suscitait tant d'actes héroïques, on vient d'élever un monument à l'entrée du cercle militaire et naval de Madrid.

Ce monument en bronze se compose d'un groupe de deux soldats, dont l'un sur le point de mourir, est aussitôt remplacé à son poste par son camarade.

En route !

On signale l'arrivée à Grenoble d'un couple de globe-trotters, M. et Mme de Gruard, qui viennent de parcourir le monde à pied.

Partis de Paris le 17 mai 1886, les deux voyageurs ont couvert 66 000 kilomètres en douze années. Ils seront de retour à Paris dans quelques semaines, ayant gagné un prix de 150 000 francs.

M. et Mme de Gruard resteront à Grenoble deux ou trois jours.

D'autre part, et un peu plus loin de nous, on attend à Saint-Pétersbourg l'arrivée d'un voyageur italien nommé F. Joachino.

Cet original, ayant quitté l'année passée Le Caire, a l'intention de faire à pied une tournée ne comportant pas moins de 60 000 kilomètres dans l'espace de quatre ans. Il a déjà traversé la Palestine, la Turquie, l'Autriche, l'Allemagne et les provinces baltiques. De Saint-Pétersbourg, il dirigera sa course pédestre vers la Finlande et la Suède. Le plus curieux de cette expédition ou, si l'on veut, de cette entreprise, c'est que le voyageur a l'intention d'accomplir son projet sans un sou dans sa poche. Il se repose sur la bonté des personnes auxquelles il s'adressera sur son chemin, et sur le produit de la vente de cartes-postales avec sa photographie.

La bravoure des Q. M.

Simple rapprochement :

Dans la séance du 19 mars, dernier, 356 députés ont voté le crédit relatif à la translation des cendres de Zola.

A la cérémonie d'hier, au Panthéon, ils ne se sont pas trouvés 50...

SIMPLE AVEU

M. le pasteur Chastand, dans un article du *Siècle* montre les dangers que court l'avenir de l'école laïque si ses tenants persistent à lui faire jouer le vilain rôle qui lui est actuellement dévolu. Voici comment il s'exprime :

Dans les manuels scolaires, on a, sous couleur de neutralité, effacé d'abord les devoirs envers Dieu et on en est venu, doucement, simplement, à la suppression possible, sinon prochaine, des devoirs envers les hommes. Ne criez pas au paradoxe ! J'en prends pour garant le témoignage probant et irréfutable de M. Compayré. « Il se trouve aujourd'hui, dit-il, des instituteurs pour dire de l'enseignement moral qu'il n'en faut plus et que tous efforts tentés pour enseigner à un enfant ses devoirs et ses droits ne sont que « balivernes ».

Et plus loin :

« D'étape en étape, ajoute M. Compayré, de chute en chute, nous descendons jusqu'à cette conclusion finale : il n'y a pas de devoir à enseigner aux enfants ; toute éducation morale est une entreprise arbitraire, oppressive, impossible.

Que peut-on dire de plus ? Déclarer que l'éducation morale est impossible n'est-ce pas par là même proclamer qu'on doit y renoncer.

En vérité, on dirait que ceux qui ont la charge d'élever notre jeunesse se plaisent à discréditer leur rôle et à fournir aux adversaires des écoles laïques les pires armes pour les ruiner ?

ENCORE UN CAMBRIOLAGE

Au nom de la justice (!) injonction vient d'être faite à M. l'abbé Courbe, directeur de l'externat de la rue de Madrid, de licencier ses élèves dès le 1er juillet prochain. La même injonction est faite à M. l'abbé Pioz, supérieur du petit séminaire de Notre-Dame des Champs et locataire des bâtiments du petit collège. M. l'abbé Pioz en est à sa deuxième expulsion.

Et pourquoi ces violences ? Il plut, il y a deux mois, à la Cour d'appel de Paris, de déclarer que la Société civile propriétaire de l'externat de la rue de Madrid, présidée par le regretté A. de Lapparent, était une « personne interposée ».

Il nous plaît à nous d'observer que les tribunaux sont trop souvent « personnes interposées » entre le gouvernement et la justice.

ÉCHEC D'UN LIQUIDATEUR

La Cour d'appel de Dijon a récemment réformé un jugement du tribunal civil de Mâcon, qui avait eu le tort d'accueillir une double demande en révocation de donation et en revendication formée par un sieur Kunckel et par M. Jean Bernard, avoué à Lyon et liquidateur de la Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Claveisolles (Rhône) contre M. le comte du Sablon, maire de Claveisolles, et contre Mlle Longefoy, religieuse sécularisée, propriétaire de l'immeuble revendiqué, dans lequel elle dirige l'école libre des filles de Chaintré (Saône-et-Loire). Cette double action a été déclarée irrecevable par la Cour, après plaidoirie de Me Laneyrie, du barreau de Charolles, et tous les dépens de première instance et d'appel ont été mis à la charge du sieur Kunckel et du liquidateur Bernard.

L'ITALIE ET LE PROTECTORAT ITALIEN

Déclarations de M. Tittoni

(De notre correspondant particulier)

Il y a eu, hier, à la Chambre, un débat intéressant sur les affaires étrangères.

M. Barrère y assistait dans la tribune diplomatique.

Après un discours de M. Luzzatti sur les relations économiques internationales, M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères, a pris la parole. Dans un discours simple mais très habile il a résumé les principales questions pendantes : réformes macédoniennes, chemins de fer des Balkans, relations avec la Turquie, rapports franco-italiens en Orient, Triplice, etc...

Voici un passage qui concerne la France:

« Dans certains milieux on a eu l'air de croire que les affaires d'Orient aient pu rendre moins cordiaux les bons rapports entre l'Italie et la France. Rien n'est moins exact que cette idée.

» Nos relations avec la France sont excellentes. Le gouvernement français ne s'est pas montré moins empressé que les autres gouvernements à reconnaître notre bon droit dans notre différend avec la Sublime-Porte et dans l'affaire des chemins de fer balkaniques il s'est employé avec empressement afin de faciliter la recherche des fonds nécessaires et l'accord financier. »

M. Tittoni a dit encore à propos du protectorat des catholiques d'Orient :

« J'ai toujours considéré comme le droit et le devoir primordial de l'Etat de protéger les citoyens et les collectivités nationales à l'étranger, surtout quand la protection est expressément réclamée, quelles que soient les croyances religieuses ou les opinions politiques. »

LES ŒUVRES DE NOTRE-DAME DE SALUT

A MONTMARTRE

Samedi 13 juin 1908, tous les membres des œuvres de Notre-Dame de Salut et des pèlerinages de Jérusalem et de Lourdes sont invités à se réunir à la basilique du vœu national, à Montmartre, pour y faire leur pèlerinage annuel et y renouveler leur consécration au Sacré Cœur.

La messe sera dite à 9 heures très précises, dans la basilique, et sera suivie d'une allocution et du salut du Très Saint Sacrement.

Excitateurs et provocateurs

Après avoir été les excitateurs des sans-patrie, des grévistes révolutionnaires, des lapidateurs de soldats, des révoltés par le fer et par le feu, les hommes du gouvernement se sont faits hier les provocateurs de tous les patriotes.

Il n'est pas un des sans-patrie et des révolutionnaires par l'action directe, qui, traîné en Cours d'assises par le gouvernement actuel, n'ait répondu au président qui lui demandait la cause de son forfait : « J'y ai été poussé par les excitations des hommes du gouvernement. »

Il n'est pas un organe patriote, — je n'entends pas par là l'organe d'une Ligue patriotique quelconque, mais un organe qui ait le sens du patriotisme et la fidélité au culte de la patrie, — il n'est pas, dis-je, un organe patriote qui n'ait dit de la panthéonisation de Zola : « C'est un défi à la France. » Et nul organe gouvernemental n'a protesté.

C'est que la protestation n'était pas possible : je prends un fait, un seul : L'auteur de *la Débâcle* est-il, oui ou non, un insulteur de l'armée ? Le gouvernement a-t-il, oui ou non, dans la journée du 4 juin, forcé l'armée à saluer son insulteur ? Voilà le fait, le seul que je cite, et il y en a bien d'autres ; ce fait, à lui seul, constitue-t-il, oui ou non, un audacieux défi à l'amour, au respect et à la reconnaissance de la France pour son armée ?

Le défi a été magnifiquement relevé par la protestation indignée du peuple de Paris. Cela suffisait ; mais, quand la provocation est exaspérante, peut-on savoir où s'arrête l'exaspération ? Elle a armé contre Dreyfus la main de M. Grégory

Je ne connais notre confrère Grégory que par ce qu'en disent ceux qui le connaissent, M. Arthur Meyer, son directeur au *Gaulois*, et M. Drumont, son ami. Ils en parlent bien : « C'est un patriote fervent, même exalté, dit M. Meyer. Il remplissait ses fonctions de syndic de la presse militaire française avec un zèle et un dévouement remarquables. Pour toutes ces raisons, j'avais pour lui une profonde estime. » Et, de son côté, après en avoir dit : « Grégory était un concentré, un condensateur d'impression. L'affaire Dreyfus, la démolition de notre armée par les juifs l'avaient remué plus profondément qu'il ne le laissait paraître », M. Edouard Drumont « envoie à Grégory la cordiale et affectueuse poignée de main d'un camarade ». M. Grégory est donc « un impressionnable, un patriote ardent, même exalté. » Un patriote ardent... est-il donc le seul en France ? Tous les Français ne le sont-ils pas ? « Même exalté ». Beaucoup de Français ne le sont-ils pas ? Et qui donc oserait le leur reprocher ? L'exaltation n'est-elle pas fille de l'ardeur, et l'ardeur du patriotisme n'embrasse-t-elle pas tous les cœurs français?

C'est à un peuple impressionnable, au patriotisme ardent, même exalté, que le gouvernement préposé à la garde de la paix et de la concorde nationale, a jeté l'exaspérant défi de la glorification de l'insulteur de l'armée ? Ne savait-il pas à quoi il s'exposait ? Il le savait si bien qu'il a conduit Zola par les petites rues, et qu'il l'a introduit au Panthéon par la petite porte.

C'est donc à lui, et à lui seul qu'incombe la responsabilité de la tentative de meurtre du 4 juin.

Cette tentative, nous la réprouvons cependant, comme nous réprouvons toute tentative de meurtre, mais ceux qui l'ont provoquée et causée n'ont pas le droit de la réprouver, et l'indignation qu'ils prétendent en ressentir est une indignation frelatée, une indignation de parade, et qui ne peut pas être sincère, parce que précisément ils ne la ressentent pas à toute tentative de meurtre, pas même à tout meurtre. Elle n'est que de circonstance.

Les meurtres politiques, ou dus à des excitations politiques, se comptent par vingtaines depuis dix ans. Et nulle indignation n'en a été manifestée par nos gouvernants : elle ne le pouvait guère sans hypocrisie, il les avait commandés.

Hier, ils sont tous allés chez Dreyfus lui prodiguer les témoignages de leurs sympathiques condoléances. MM. Fallières, Clemenceau, Picquart, nul n'y a manqué. Sont-ils allés chez l'infortuné Debroise, lâchement assassiné par de jeunes apaches sectaires, apostés au guet d'une troupe de jeunes catholiques, conduits par un digne ecclésiastique à une partie de plaisir ?

Ont-ils eu pour la victime noble et innocente, un mot de sympathie, de regret, voire de pitié ? On parle de donner à Dreyfus la rosette d'officier de la Légion d'honneur. Ont-ils porté la croix sur le cadavre de Debroise ? La Maçonnerie ne l'aurait pas souffert, et la balle qui a frappé Debroise étant destinée au prêtre qui l'accompagnait, un sénateur de l'Allier, M. Boissier, écrivait dans la *Lanterne* du 2 juin 1907, portant la date du 3 : « *Et puis, ce n'est pas la soutane seulement qui doit disparaître, c'est surtout celui qui la porte.* »

Qui donc a protesté dans le « bloc » ? qui s'est indigné ?

Qu'ils se taisent donc devant des blessures qui ne sont, Dieu merci, que des égratignures dont ils ont la responsabilité !

L'indignation est un mouvement spontané et invincible du cœur ; la leur n'est qu'une simagrée mathématiquement calculée de l'esprit. Du cœur ?... allons donc, ils l'ont prouvé, ils n'en ont pas !

J. B.

L'ATTENTAT CONTRE ALFRED DREYFUS

M. Louis Grégory, dit Grégore, l'auteur de l'attentat contre Alfred Dreyfus, est dans sa 66e année : il est né à Belley, le 27 octobre 1842. Sa mère, originaire de Belley, était la petite nièce du baron Richerand, médecin de Napoléon Ier, son père était Savoyard, c'est-à-dire, à l'époque sujet italien ; en 1860, lors de l'annexion de la Savoie, il opta pour la nationalité française.

M. Grégory a fait de brillantes études et est entré à 21 ans, en 1863, à l'Ecole normale supérieure, section des lettres. C'est pendant son séjour à l'Ecole qu'il commença à manifester son goût pour les questions militaires. En 1866, quelques jours après le coup de foudre de Sadowa, il envoya à la *Revue des Deux Mondes* une étude sur la télégraphie appliquée à la guerre. Le jeune écrivain était alors parfaitement inconnu ; mais M. Buloz, le rigide directeur de la *Revue*, trouva l'article si remarquable qu'il n'hésita pas à le publier immédiatement.

Au sortir de l'Ecole normale, M. Grégory fut quelque temps professeur. Lorsque survint la guerre de 1870, il prit part à la campagne avec un bataillon de mobilisés qui assista à plusieurs affaires aux environs de Tours et suivit le sort de l'armée de la Loire

Quelques années plus tard, M. Grégory abandonna l'Université pour se lancer dans la finance et l'étude des hautes questions économiques. Entre temps, il s'occupait de littérature, d'art dramatique. Il y a longtemps déjà, il fonda un journal hebdomadaire, les *Grimaces*, sorte de pamphlet qui eut, à l'époque, un certain succès. Il écrivit plusieurs pièces de théâtre; l'une de ces pièces, il y a une dizaine d'années, fut représentée sur le grand-théâtre de Lille, où elle réussit.

Il y avait de longues années que M. Louis Grégory était attaché à la rédaction du *Gaulois*. Il s'y occupait presque exclusivement du grand reportage militaire. Chaque année, il suivait les grandes manœuvres d'armées en France et à l'étranger. Il est même [illegible] à plusieurs reprises de communiquer au ministère de la Guerre, des études très documentées sur les manœuvres allemandes.

Les policiers ont essayé de déshonorer M. Grégory, en disant qu'il avait été l'objet de nombreuses plaintes en escroquerie et abus de confiance et qu'il avait même subi des condamnations.

La vérité est tout autre :

En 1901, à la suite du krach de la Banque spéciale des valeurs industrielles et du suicide de M. Paul Bernard, son directeur, M. Grégory avait constitué un Syndicat de défense des actionnaires de cet établissement et s'était fait envoyer les titres, mais la liquidation terminée, il ne put les restituer.

Un grand nombre d'actionnaires portèrent alors plainte contre lui et M. Grégory fut renvoyé devant le tribunal correctionnel.

Condamné en première instance, il fut acquitté en appel. La bonne foi du prévenu fut reconnue. Il put être, en effet, établi que M. Grégory avait mis les titres en dépôt chez un banquier qui avait pris la fuite. Il est actuellement l'objet d'une plainte d'un actionnaire, retardataire, toujours pour la même affaire.

L'arrestation de Grégory